

La manifestation pour protéger les droits des travailleurs et la classe moyenne

Cathy Feingold

En 2011, des milliers de travailleurs ont défilé dans les rues et occupé les capitales des États du Wisconsin, de l'Ohio et de l'Indiana. Sous l'impulsion des manifestations qui se sont déroulées en mars 2011 à Madison, Wisconsin, les travailleurs et les syndicalistes dans l'ensemble des États-Unis se sont rassemblés devant les chambres des représentants des États pour soutenir les droits des travailleurs de la fonction publique en matière de négociation collective. Ils ont protesté contre les attaques lancées par leurs gouverneurs républicains visant à éliminer les droits en matière de négociation collective, à faire voter une législation antisyndicale et à accuser les fonctionnaires et leurs syndicats d'être responsables des multiples crises budgétaires.

Ces attaques traduisent certains des plus grands défis lancés à la protection des travailleurs de la fonction publique depuis la grève lancée par la PATCO (Organisation des contrôleurs aériens professionnels) quand le Président Reagan a licencié des contrôleurs aériens et a entrepris de faciliter l'autorisation d'embaucher des travailleurs pour les remplacer. Les Américains comprennent que ce qui est en jeu, ce ne sont pas seulement les salaires et les avantages des travailleurs de la fonction publique, mais leur droit de négocier collectivement. Les gouverneurs républicains allèguent que c'est le déficit budgétaire qui motive leurs décisions, mais leur véritable intention est d'attaquer les droits en matière de négociation collective et d'affaiblir les syndicats.

Les manifestants ont défilé dans les capitales d'États qui sont aussi des lieux où le redressement de l'économie est difficile. Étant donné qu'aux États-Unis le chômage s'est établi à un niveau proche de 8,3 pour cent, que celui du sous-emploi est proche de 16 pour cent, et que le secteur des emplois peu qualifiés ou au contraire celui des emplois très qualifiés sont les seuls à connaître une lente croissance de l'emploi, la plupart des travailleurs au chômage ont beaucoup de mal à obtenir un poste de niveau intermédiaire. Avec la perte des emplois bien rémunérés dans le secteur manufacturier syndiqué, beaucoup de travailleurs se tournent vers le secteur public pour intégrer la classe moyenne. Or les budgets des États souffrent des conséquences négatives du chômage élevé et de la baisse des prix de l'immobilier sur leurs recettes. Le projet d'éliminer la négociation collective, en faisant en sorte que les travailleurs de la fonction

publique aient encore plus de mal à maintenir leur niveau de vie (consommer, acheter un logement, etc.), ne fera que grever un peu plus les budgets des États et nuire à l'économie en général.

Les Américains comprennent que le chemin du redressement économique demeure semé d'embûches et que la persistance du chômage, du sous-emploi et de la hausse des prix du pétrole et des produits alimentaires continue de menacer un redressement complet. Cependant, malgré cette insécurité économique permanente, les Américains

Les Américains s'opposent à toute tentative d'utiliser les débats sur les déficits budgétaires comme prétexte pour les dépouiller [de leurs] droits en matière de négociation collective

s'opposent à toute tentative d'utiliser les débats sur les déficits budgétaires comme prétexte pour les dépouiller des droits en matière de négociation collective qu'ils ont obtenus après de si dures luttes. Plus de deux millions de personnes ont signé des pétitions en vue de révoquer le gouverneur du Wisconsin, et les électeurs voteront plus tard en 2011 pour tenter de le révoquer. Selon un sondage effectué durant les manifestations qui se sont

déroulées dans le Wisconsin pour défendre la négociation collective, 64 pour cent¹ des Américains interrogés étaient favorables au droit de négocier collectivement pour les travailleurs de la fonction publique; 63 pour cent, y compris 55 pour cent de républicains, ont dit que les États en déficit budgétaire qui alléguaient qu'ils ne pouvaient pas payer l'intégralité des pensions de retraite promises aux retraités actuels ne devraient pas être autorisés à s'affranchir de leurs engagements. Même après que les travailleurs de la fonction publique ont accepté des concessions concernant les salaires et les avantages, les gouverneurs républicains ont continué d'attaquer les droits en matière de négociation collective.

Pourquoi ces attaques continuent-elles quand la plupart des Américains soutiennent le droit des fonctionnaires de négocier collectivement? C'est simple. Les élections de 2010 ont amené un nouveau groupe de gouverneurs et de parlementaires républicains dans l'ensemble du pays qui veulent faire voter une législation visant à éliminer ou à affaiblir les syndicats – une base électorale et un soutien essentiels pour les démocrates. Le véritable objectif des républicains aujourd'hui est de réduire les syndicats de la fonction publique (qui représentent actuellement 37 pour cent de la main-d'œuvre dans le secteur public) pour les ramener au même misérable niveau que les syndicats du secteur privé, qui représentent actuellement 6,97 pour cent seulement de la main-d'œuvre de ce secteur. En 2011, sur les 14,8 millions de travailleurs syndiqués aux États-Unis, 7,6 millions travaillaient dans le secteur public². En affaiblissant le pouvoir des syndicats, c'est le Parti démocrate que les gouverneurs républicains affaiblissent. Bien entendu, il ne s'agit pas d'une simple attaque contre les syndicats, qui ont toujours été un soutien essentiel du Parti démocrate, c'est la classe moyenne qui est visée. Aux États-Unis, la protection sociale que reçoivent la majorité des travailleurs de leur

employeur est minimale. Les régimes de retraite à prestations définies ont été remplacés par des régimes privatisés, appelés régimes 401k, et les travailleurs paient des primes plus élevées pour l'assurance-santé. Les entreprises, alors qu'elles ont accumulé à ce jour 1 800 milliards de dollars EU de bénéfices, allèguent que, pour demeurer compétitives, elles ne peuvent pas augmenter les salaires ou octroyer plus d'avantages. Ce modèle ne fait que contribuer à l'aggravation de l'inégalité dans le pays, où les 5 pour cent du haut de l'échelle détiennent 63,5 pour cent de la richesse du pays³. L'économie des États-Unis est aujourd'hui lancée dans une course vers le bas dans laquelle les travailleurs sont forcés de participer à la concurrence pour des emplois de plus en plus mal rémunérés, dépourvus de toute sécurité et d'avantages.

Le débat en cours sur la négociation collective et les syndicats repose sur l'hypothèse erronée selon laquelle les travailleurs de la fonction publique sont la cause des crises budgétaires et doivent donc en payer maintenant les conséquences, en renonçant à leurs droits, traitements et avantages. Tandis qu'on fait porter la responsabilité des déficits budgétaires sur les travailleurs et les syndicats de la fonction publique, les représentants élus ne se risqueront pas à préconiser une hausse des impôts pour les riches et les entreprises comme autre solution sensée à la place des attaques visant la classe moyenne et les travailleurs ordinaires. La plupart savent que s'ils agissaient ainsi ils compromettraient leur accès au financement de leurs campagnes électorales futures.

Alors que les syndicats dans le Wisconsin se préparent à des élections visant à révoquer les républicains qui ont voté le projet de loi antisyndical pour les remplacer par des démocrates qui lutteraient pour l'abroger, les syndicats dans l'Ohio célèbrent leur victoire après avoir fait abroger la législation extrêmement antisyndicale qui aurait limité la négociation collective pour 350 000 travailleurs et éliminé l'arbitrage contraignant et le droit de grève. Même après cette victoire, les attaques continuent de se répandre dans tout le pays avec des législations défavorables aux travailleurs.

En 2012, la législation dite au titre du «droit de travailler» représentera un défi essentiel pour les syndicats du pays. En dépit de son nom, cette législation ne crée pas une plus grande sécurité de l'emploi, mais au contraire affaiblit le pouvoir de négociation des syndicats en faisant en sorte qu'il leur soit plus difficile de prélever les cotisations et de maintenir leur équilibre financier. Les partisans de la législation au titre du «droit de travailler» allèguent que, en affaiblissant les syndicats et en abaissant les coûts de main-d'œuvre, ils contribueront à attirer l'investissement, surtout dans le secteur manufacturier, dans les États dont ils ont la charge. Ils allèguent que l'État est «gagnant» avec cette législation, mais des études montrent que, dans les États où la législation est en vigueur et où les syndicats sont affaiblis, les travailleurs ont vu leur salaire abaissé de 1 500 dollars EU par an, tant pour les travailleurs syndiqués que pour ceux qui ne le sont pas, et se réduire la probabilité d'une couverture des soins de santé ou de caisses de retraite à prestations définies gérées par les employeurs⁴. En février

2012, l'Indiana est devenu le vingt-troisième État à adopter la législation au titre du «droit de travailler» aux États-Unis et on s'attend à ce que 13 autres États lui emboîtent le pas.

Les attaques visant les travailleurs ciblent non seulement les droits des travailleurs et des syndicats du secteur public, mais aussi les droits des immigrants et des électeurs. En juin 2011, l'Alabama a voté la loi anti-immigration la plus stricte du pays, qui autorise la police à détenir les immigrants «soupçonnés» de ne pas avoir de papiers et prescrit aux administrations de vérifier le domicile légal pour les transactions quotidiennes, y compris l'obtention d'un emploi, l'inscription des enfants à l'école et le renouvellement des licences pour les entreprises. L'Alabama a aussi voté une loi relative à l'identification des électeurs qui sera promulguée en 2014. Aux États-Unis, les citoyens ne reçoivent pas automatiquement de papiers d'identité légaux, de sorte que, pour obtenir une preuve d'identité, les travailleurs doivent prendre sur leur temps de travail et payer pour cela. La loi vise à créer un autre obstacle au vote dans les communautés qui soutiennent traditionnellement le Parti démocrate, y compris les Hispaniques, les personnes âgées et les jeunes Afro-Américains. Environ 62 pour cent des électeurs hispaniques enregistrés disent qu'ils se retrouvent dans le Parti démocrate ou qu'ils en sont proches⁵, de sorte que la loi anti-immigration et la loi relative à l'identification des électeurs sont considérées comme des tentatives directes de suppression de leur vote. Des lois anti-immigration et des lois en matière d'identification des électeurs similaires sont introduites sur tout le territoire des États-Unis.

En 2012, les attaques visant les travailleurs, les syndicats et les immigrants se poursuivront. Tandis qu'on continue de critiquer les travailleurs de la fonction publique en raison des rémunérations élevées et des avantages, les politiciens conservateurs s'efforcent de créer un soutien à des réductions drastiques des dépenses sociales, aux taxes qui favorisent les riches et à une réduction conséquente du secteur public.

**L'élimination de la
négociation collective [...] ne servir[a] qu'à déprimer
la demande
dans l'économie**

En réalité, les déficits budgétaires du pays n'ont pas été provoqués par la rémunération excessive des enseignants, des pompiers et autres agents de la fonction publique. Les difficultés budgétaires sont plus liées aux récentes crises économiques et financières sur le marché immobilier et aux codes des impôts qui sont injustes. Ce sont les pratiques financières imprudentes de Wall Street, et non pas la cupidité de nos instituteurs et institutrices, qui ont provoqué la récession et ses effets négatifs sur l'emploi et les budgets des États. L'appel en faveur de l'élimination de la négociation collective et de l'application de l'austérité économique ainsi que les attaques visant les travailleurs immigrants et les électeurs ne corrigeront pas ces causes premières et ne serviront qu'à déprimer la demande dans l'économie. L'utilisation que font les politiciens de la crise budgétaire actuelle pour dépouiller les travailleurs de leurs droits

et imposer de fortes baisses des salaires et des avantages sera la cause de souffrances plus grandes pour les travailleurs et les familles de la classe moyenne qui luttent pour retrouver leur statut.

Notes

¹ Sondage national Bloomberg, 4-7 mars 2011.

² US Bureau of Labor Statistics: <http://www.bls.gov/news.release/pdf/union2.pdf> (consulté en mars 2012).

³ Economic Policy Institute: http://www.epi.org/publication/top_5_holds_more_than_half_of_the_countrys_wealth/ (consulté en mars 2012).

⁴ H. Shierholz et E. Gould: *The compensation penalty of "right-to-work" laws*, 17 février 2011, Washington, DC, Economic Policy Institute, <http://www.epi.org/publication/bp299/> (consulté en mars 2012).

⁵ <http://www.pewhispanic.org/files/2010/10/127.pdf> (consulté en mars 2012).

Cathy Feingold est directrice du département international de l'American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO). Auparavant, elle a dirigé les travaux du Centre de solidarité de l'AFL-CIO en République dominicaine et en Haïti, notamment la formation des travailleurs et la formation au militantisme ainsi que des méthodes appréciées pour les études et observations concernant les problèmes des femmes et des travailleurs migrants. Elle a piloté l'action humanitaire menée par l'organisation à la suite du tremblement de terre qui a frappé Haïti en janvier 2010.